

Grigny, le 29 janvier 2015

Cabinet du Maire

PH/LP/PR

Monsieur le Président de la République
Monsieur le Ministre,
Madame la Secrétaire d'État

Au nom de la municipalité de Grigny, mais aussi de ses habitants, de ses acteurs locaux et de ses agents des services publics, je vous présente aujourd'hui, avec espoir et raison, nos propositions qui viennent contribuer au débat pour relever l'extraordinaire défi national auquel nous sommes confrontés. C'est un « Manifeste de la République pour tous » que je vous remets, sous une forme non aboutie qu'il nous reste à parfaire, comprenant cependant douze suggestions concrètes et immédiates.

Rien n'est en effet plus urgent que de rappeler le droit de tous les citoyens à vivre en sécurité dans une République laïque, une et indivisible, fondée sur le refus des discriminations, de tous les extrémismes et de tout comportement stigmatisant.

La défense de ces valeurs passe en premier lieu par la poursuite et le renforcement de l'action quotidienne dans les domaines prioritaires que sont l'éducation, l'action citoyenne culturelle et sportive, la prévention de la délinquance.

La situation est suffisamment critique pour ne pas se perdre en polémiques vaines qui ne font rien avancer. Conscients que la tâche qui nous attend est immense et ardue, nous sommes, pour notre part, déterminés à participer pleinement à ce long processus consistant à ramener la République dans les quartiers populaires.

Nous nous inscrivons volontairement dans une démarche politique locale qui n'ignore bien évidemment pas les enjeux nationaux – voire internationaux – de notre temps, mais qui vise prioritairement à faire vivre les principes républicains de liberté, d'égalité et fraternité, trop longtemps bafoués dans nos quartiers et dans nos villes qui ont besoin de justice, de progrès social et surtout d'égalité.

Nous ne sommes pas dans la gestion de l'après-émeutes des banlieues de 2005. L'union nationale du 11 janvier oblige toutes les forces vives de la nation à faire cause commune pour l'enfance et la jeunesse.

L'enfance et la jeunesse : Grande Cause nationale

C'est ce message qui est attendu dans les familles de la France toute entière, et dans les banlieues en particulier : Donner un avenir à nos enfants ! Chasser la peur des foyers passe par l'affirmation que la République, dans un monde en mouvement, offre aux citoyens des destins maîtrisés individuellement et collectivement !

En effet, quel énorme gâchis ! Quel gaspillage générationnel sommes-nous en train de produire ! Notre République ne doit plus tolérer de voir décrocher des pans entiers de la jeunesse française. Le chômage de masse qui se transmet de générations en générations est mortifère. Le pire nous attend si l'immobilisme et l'aveuglement persistent, c'est sûr ! Car nous assistons à une double exclusion : celles des individus eux-mêmes et celle des territoires. Briser les plafonds de verre est tout aussi important que de lutter contre toutes les formes de stigmatisations, de discriminations territoriales et de précarité économique et sociale.

N'oublions pas 2005, c'est la situation de jeunesse et de l'enfance que nous n'avons toujours pas traitée.

Ramener la République dans les quartiers populaires : des moyens exceptionnels, sanctuarisés et durablement mobilisés sur des objectifs et des « cœurs de cibles »

La crise avance plus vite que nos politiques publiques et la République n'est pas conciliable avec l'austérité ! Pour nous, la politique de la ville est une réussite. Ce sont les autres politiques qui sont un échec total, les politiques de droit commun qui n'ont jamais été à la hauteur des ambitions affichées.

L'enfance et la jeunesse, grandes causes nationales, nécessitent des moyens appropriés pour réinventer l'école qui doit cesser d'être l'école des inégalités (rapport PISA 2012). La culture et le sport pour tous comme vecteur éducatifs sont autant d'autres domaines pour lesquels il faut se mobiliser.

Revivifier la République, c'est renforcer l'égal accès de tous aux services publics en réaffirmant les valeurs de neutralité et de laïcité, qu'ils soient de compétence régalienne (Éducation, Police, Justice), liés au progrès social (Culture, Sport, travail et social, politiques familiales...) ou au cœur de nos territoires (collectivités locales).

Une fois pour toutes, l'attribution de moyens nouveaux doit être indépendante des échéances électorales à venir. Imaginez l'échec de vos annonces dans deux ans ! En ce domaine, l'unité nationale doit primer et notamment permettre d'afficher des objectifs de réduction d'écart à la moyenne d'indicateurs partagés, afin d'identifier les efforts à fournir, d'y consacrer tous les moyens et de s'y tenir jusqu'à l'obtention des résultats, quitte à rompre avec le sacro-saint principe de l'annualité budgétaire.

Ainsi, à Grigny, 50% des élèves qui sortent du système scolaire sortent sans diplôme. Dans 5 ans, par des moyens adaptés, ce taux peut et doit être ramené à la moyenne nationale.

À Grigny, nous exigeons maintenant et tout de suite un commissariat de plein exercice, qui n'existe toujours pas après 15 ans de combats locaux, avec des méthodes nouvelles renouant avec la proximité.

Faut-il encore attendre près d'un an pour que 250 élèves de maternelles et primaires puissent être traités pour les troubles du langage dont ils souffrent et soient pris en charge par un orthophoniste ? Faut-il attendre un an pour que le suivi psychologique des enfants soit également pris en charge ? Nous ne pouvons plus attendre un an pour que la justice des mineurs

prenne une sanction après une infraction. Tout cela est destructeur. Et comment croire en la République quand Pôle Emploi refuse de s'implanter dans la ville et que La Poste a baissé le rideau ?

Et que dire de la politique d'austérité ? C'est moins d'État, moins de régions et moins de communes.

Grigny, du laboratoire au territoire d'expérimentation de la nouvelle République

Réussir Grigny, c'est réussir la République.

Quand 90 % de la population vit avec 10.000 € par an et par ménage fiscal, quand près de 50 % de la population vit sous le seuil de pauvreté – ce qui concerne au moins les deux tiers des enfants de la ville – il faut incontestablement « changer de braquet ». Cette misère répand injustices et frustrations. Depuis plus de trente ans, les élus locaux, de toutes tendances, la combattent. Plus que jamais, il faut faire, selon l'adage olympique, « Plus haut, plus vite et plus fort » pour un projet qui concilie l'humain et l'urbain.

Contrat de Ville, ANRU et l'ANAH : tous devra être renforcé et conçu comme un projet global en construction et au moyen de droits communs renforcés et durables.

La baisse de près de 2 millions d'Euros de dotation en 2015, comme celles programmées pour 2016 et 2017 sont proprement scandaleuses. S'agissant des dotations à la ville de Grigny ; il faut aussi un effort conséquent capable de renforcer nos services publics locaux.

Voici quelques pistes pour redonner espoir et dignité aux acteurs de terrain

Éducation : Instauration d'une prime de fidélisation des enseignants pour consolider les équipes enseignantes sur un territoire ; création d'un enseignement obligatoire à la culture de la paix.

Sécurité et tranquillité publique : Création immédiate d'un commissariat de plein exercice avant fin 2015 et attribution de moyens pour une police de proximité renouant ainsi le dialogue avec les populations ; entendre cette parole : « On vit entre les dealers et le harcèlement policier ».

Justice : Doter la justice des mineurs des moyens de la lutte contre la récidive avant fin 2015 (éducateurs PIJ/SPIP).

Jeunesse/Emploi/Formation/Insertion : Multiplier par deux les mesures garantie jeunes (jeunes sans emploi sans formation) ; multiplier par deux les crédits de la Mission locale ; multiplier par deux les crédits destinés à la formation du français comme langue professionnelle, à la fibre optique ou encore aux métiers de services à la personne sur notre territoire.

Associations : Multiplier par deux les crédits d'État, avances de trésorerie.

Commerce local et économie : Exonérations totales des commerces de proximité et pour les professionnels de santé (médecins et pharmacie).

Santé et médecine scolaire : Création d'un pôle de santé à la Grande Borne, et attribution de moyens pour les écoles avant fin 2015.

Services publics : Installation de La Poste et de Pôle Emploi dans les quartiers.

Transition énergétique et précarité énergétique : Obtenir dans les deux mois l'accord de l'Administrateur judiciaire et du Président du TGI pour permettre le forage de la géothermie profonde fin 2015, qui alimentera tous les quartiers de la ville.

Habitat/Peuplement

Pour la Grande Borne :

- Moratoire des dossiers DALO à Grigny
- Bilan des politiques d'attribution de logements

Pour Grigny 2, copropriété dégradée :

- Sortir d'urgence les décrets d'application de la loi ALUR de 2014. C'est trop long (habitat indigne, marchands de sommeil, administration renforcée pour l'apurement et l'annulation des dettes)
- Saisie des loyers perçus par des propriétaires bailleurs débiteurs de la copropriété

Sport

- Répondre immédiatement au sous-équipement sportif de la ville la plus jeune du département
- Multiplier par dix les crédits CNDS pendant cinq ans.

Culture

- Engager le financement total et immédiat du programme innovant d'enseignement de la musique « El Systema » et du dispositif « Vivre ensemble » des établissements publics nationaux de la culture.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mon profond respect.



Le Maire

Philippe RIO